

LES PÊCHES

L'ÉTUDE SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES DE HARENG—LE RAPPORT ET LES RECOMMANDATIONS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Pêches. Compte tenu du fait que les ressources de harengs au large de la côte de l'Atlantique du Canada s'épuisent gravement, le ministre voudrait-il fournir aussitôt que possible un rapport à la Chambre sur le résultat des études entreprises par son ministère sur cette question ainsi que sur les recommandations qui lui ont été soumises en vue de conserver et de protéger cette espèce importante tant sur le plan national qu'international?

• (11.40 a.m.)

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, la question est étudiée attentivement depuis plusieurs années déjà. Nous ne savons pas exactement quelle est l'étendue des ressources en hareng; nous ne croyons pas qu'elles aient gravement diminué. Toutefois, le ministère a fait en sorte, il y a déjà deux ans, de restreindre les prises de la flotte de pêche au hareng et surtout la capacité des conserveries de hareng en voie d'installation.

M. Crouse: Comme un nombre considérable de bateaux seiniers sont immobilisés actuellement dans les provinces de l'Atlantique, signe de l'absence de hareng, le ministre songe-t-il à limiter les prises destinées aux conserveries à la quantité nécessaire à la consommation, étant donné que la préparation de farine de poisson pourrait donner lieu à l'épuisement des bancs actuels?

L'hon. M. Davis: Oui, monsieur l'Orateur. On s'efforce d'utiliser autant que possible les prises de hareng pour la consommation, puisque c'est le côté qui rapporte le plus aux pêcheurs. Je dois signaler également, étant donné que le député a parlé des nombreux navires immobilisés dans le port, que nous en sommes à notre deuxième année de pêche en importance dans l'histoire du pays.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je propose aux députés de tâcher, durant les quatre dernières minutes de la période des questions, de poser des questions plus brèves, d'y répondre plus brièvement et de poser moins de questions supplémentaires. Le député de Cape Breton-The Sydneys a la parole.

* * *

LES POSTES

LES NÉGOCIATIONS RELATIVES AUX TRAITEMENTS DES MAÎTRES DE POSTE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable et distingué ministre des Postes. Il y a quelques semaines, j'ai soulevé que les maîtres de poste adjoints dans les bureaux de poste urbains sont mieux rémunérés que les maîtres de poste qui assument la plus grande part de responsabilité. Le ministre m'avait répondu alors qu'un nouveau contrat était en voie de négociation et qu'il prévoyait une solution pour très bientôt. Pourrait-il nous faire rapport de l'état de la question ou nous donner un rapport définitif sur cet important sujet?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre des Postes): Je n'ai pas reçu de rapport final à ce sujet, monsieur l'Orateur,

mais je tenterai de donner une réponse à ce sujet, le plus tôt possible la semaine prochaine.

* * *

LES AÉROPORTS

TORONTO—LE PROJET D'INSTALLATIONS RIVERAINES

[Traduction]

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il nous dire dans quelle mesure le gouvernement fédéral participe aux études sur la nécessité de construire un aéroport sur le bord du lac à Toronto et si on consacre une étude précise aux problèmes de la desserte de cet aéroport.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous n'avons aucun projet en cours—ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises à la Chambre—relativement à un aéroport sur le bord du lac à Toronto. La planification de nos travaux ne comporte rien de ce genre à l'heure actuelle. J'ai déjà fait cette déclaration il y a un an ou plus, déclaration que j'ai répétée plusieurs fois depuis lors.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE MANQUE DE CENTRES DE DÉPISTAGE ET DE TRAITEMENT POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné que le gouvernement n'a pas l'intention, pendant cette session, d'étudier plus avant le bill C-192, soit la loi sur les jeunes délinquants, et compte tenu des critiques portant notamment sur le manque de centres de dépistage et de traitement, le solliciteur général rencontrera-t-il ses homologues provinciaux afin de mettre au point un programme visant à pallier à cette situation?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, le comité permanent de la Chambre a étudié toute cette question, et je préférerais d'emblée que les députés s'entendent sur un rapport, de façon que je puisse apporter des améliorations au projet de loi, lequel, comme je l'ai dit, nous sommes disposés à parfaire.

* * *

LA RADIODIFFUSION

LA MESURE RELATIVE À LA CÂBLOVISION AU QUÉBEC—LA JURIDICTION FÉDÉRALE EN MATIÈRE DE DÉLIVRANCE DE PERMIS

[Traduction]

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Compte tenu des rumeurs émanant continuellement du Québec selon lesquelles cette province envisage de délivrer des permis de radiodiffusion, le premier ministre suppléant peut-il nous dire si le gouvernement fédéral entend toujours que le Conseil de Radio-Télévision canadienne soit seul habilité à délivrer ces permis au Canada?